

A

U fond de la mine à ciel ouvert, un homme casqué et masqué, vêtu d'une combinaison bleue, s'affaire à côté d'une pelleuse. Un compteur Geiger en main, il examine

les roches, évalue leur radioactivité et indique au chauffeur de l'engin celles qu'il convient de prendre. Une fois le bloc désigné, la pelleuse s'avance, l'arrache, le charge dans un camion. Cet « aide-prospecteur », habitué à travailler dans une chaleur accablante, est chercheur d'uranium, un des emplois les plus respectés à Arlit, ville nigérienne posée dans le désert entre Agadez et Tamanrasset (Algérie).

Depuis 1968, et l'ouverture de la première mine, l'uranium est ici au cœur de tout. Mais il a longtemps fait la prospérité de la région, l'image qu'en ont les habitants a évolué. Et l'admiration qu'ils vouaient naguère aux sociétés minières - Somaïr et Cominak, filiales d'Areva, le grand groupe nucléaire français - a cédé la place à une angoisse diffuse, liée à la radioactivité.

A en croire la population, les maladies se multiplieraient. « Il y a beaucoup plus de conjonctivites qu'avant », affirme un notable, Mohammed Aoutchiki. « Toute la population est irradiée », insiste Ibrahim Maïga, dans le quartier où des dizaines d'ateliers fabriquent des marmites et des bidons avec les ferrailles récupérées des mines. Quant à l'imam de la grande mosquée, Mohammed Malam Salah, il confie ne plus boire l'eau de la ville car elle ferait gonfler son ventre et sa peau. Il préfère ramener des bidons d'Agadez, à 250 km, ou acheter des bouteilles. « Il y a beaucoup de problèmes de santé ici, parce qu'on est près de l'usine d'uranium », assure-t-il.

En fait, il serait étonnant que la morbidité soit pire à Arlit que dans le reste du Niger, un des pays les plus pauvres du monde, où un système de santé dénué de moyens peine à répondre aux besoins d'une population misérable (12,7 millions d'habitants). Même si les sociétés minières ont installé deux hôpitaux, bien entretenus et équipés, qui attirent les patients d'Agadez, voire de Tahoua, la ville est gagnée par le doute.

Tout a commencé grâce ou à cause d'un homme de 48 ans. Calme et précis, Almoustapha Alhacen est né dans un village touareg, dans le massif montagneux de l'Aïr, au sud d'Arlit. Il a connu le lent cheminement des caravanes à travers le désert, avant d'entrer à la Cominak, en 1978. Seize ans plus tard, à la suite d'une tuberculose, il est affecté au service de radioprotection de la Somaïr, afin de ne plus être exposé à la poussière. Là, Almoustapha Alhacen commence à s'intéresser à la radioactivité. Il soupçonne les maladies, dont il entend par-

« Au début, on ne changeait pas de vêtements, et on n'avait ni masques ni gants »

**ALMOUSTAPHA ALHACEN, FONDATEUR DE L'ASSOCIATION AGHIR IN'MAN**

ler, d'être liées à ce phénomène. En 2000, il décide de créer une association destinée à sensibiliser la population : Aghir In'Man, « bouclier de l'âme » en langue touareg.

Un jour, M. Alhacen tombe sur l'adresse de la Criirad (Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité), une association de contre-expertise basée en France. Les échanges durent plusieurs mois et aboutissent à la venue au Niger, en 2003, de deux experts de la Criirad. Une représentante de Sherpa, une association d'aide juridique internationale, les accompagne. Leur prérapport (*Le Monde* du 23 décembre 2003) soulève bien des interrogations sur la santé des populations ou encore la gestion des poussières et des résidus radioactifs. Des questions qui renvoient à l'histoire d'Arlit, et de sa dépendance vis-à-vis de l'uranium. Pour en prendre la mesure, il faut remonter aux années 1960, à l'époque où il n'y avait ici qu'un marché temporaire fréquenté par les nomades touaregs.

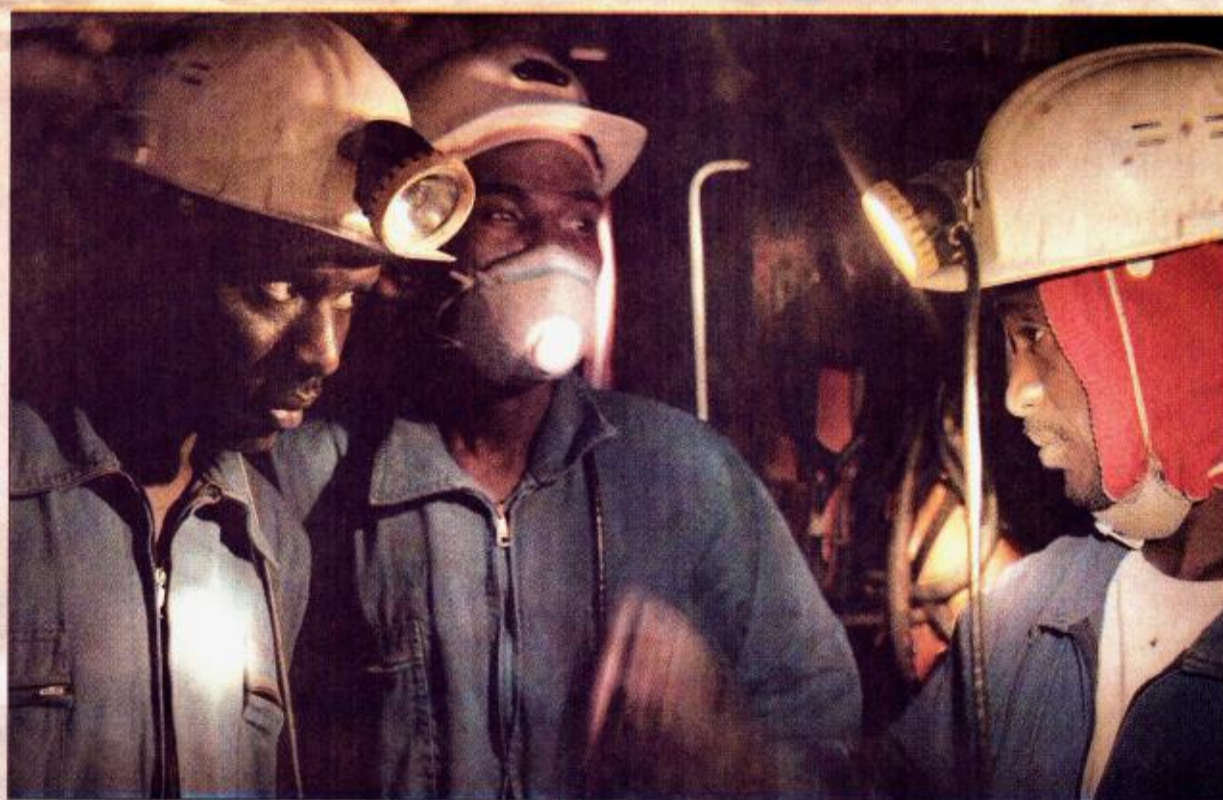
Un jour, des géologues découvrent de l'uranium. La Somaïr est créée en 1968 afin d'exploiter le métal à ciel ouvert. Des jeunes, recrutés dans tout le Niger, affluent vers ce bout du monde. « Quand je suis venu, à 19 ans, je pleurais, raconte Moulaye Alkassoum, un employé de la Somaïr. Ils nous ont fait faire des tests au collège, le directeur de la banque a dit à mon père : "Il faut que ton fils y aille, il y a de l'avenir, là-bas." Mon père a fait pression sur moi, j'ai obéi, j'ai dû quitter mon collège, mon milieu familial, mes amis. » Mais, très vite, les larmes sèchent. On touche des salaires inespérés, les soins médicaux sont gra-

PHOTOS BERNARD DESJEU



# LA MALÉDICTION D'ARLIT

**Le nord du Niger abrite depuis quarante ans de grandes mines d'uranium. Dans cette région très pauvre, la polémique enfle sur les risques liés à la radioactivité**



Un travailleur marche sur les « verses » d'Arlit, terrils de minerais radioactifs peu concentrés (en haut). Des mineurs marquent une pause dans la mine souterraine d'Akouta, à côté de la ville d'Akokan (en bas).

tuits, comme l'électricité, l'eau, le gaz. Et puis la ville nouvelle est l'image même du progrès. Boukari Soni, 49 ans : « On disait alors que c'était un "deuxième Paris" ; il y avait l'eau, l'électricité, la climatisation. » Toute la région profite de cet essor. L'exploitation d'une mine souterraine entraîne la création, en 1974, de la Cominak et de la ville d'Akokan.

« Jusqu'en 1983, il y a eu le boom de l'uranium, dit Issouf Maha, un entrepreneur d'Agadez. Tous les gens faisaient la fête, il y avait des mariages sans arrêt. » Las ! L'énergie nucléaire ne rencontre pas le succès espéré et les prix de l'uranium chutent. Les effectifs se réduisent, passant de 3 400 employés en 1983 à 1 700 en 2004.

Arlit et Akokan comptent aujourd'hui près de 70 000 habitants, mais la prospérité est un lointain souvenir. Dans les larges rues de sable, il y a peu de voitures, beaucoup d'enfants, des chèvres errant parmi les déchets. Des camions surchargés passent parfois, et aussi des caravanes de dromadaires apportant l'afaso dont on fera des nattes. Dans les *boukokis*, quartiers misérables aux portes des villes, vivent les anciens nomades, installés là depuis que la grande sécheresse de 1984 a laminé les troupeaux.



L'existence se poursuit dans le dénuement ; on vit de l'élevage de chèvres, d'artisanat, de travaux au jour le jour. Les autres activités économiques ne vont pas mieux que l'exploitation minière. La crise en Côte d'Ivoire a réduit la demande des oignons cultivés dans la région. On importe en fraude des pâtes et de l'essence d'Algérie, mais les bénéficiaires sont médiocres. Même le trafic de sacs-papiers vers Tamanrasset

décline : les autorités sont plus sévères. Dans ce contexte, le malaise des Touaregs ressurgit avec vigueur.

Entre 1990 et 1995, ceux-ci s'étaient rebellés contre le pouvoir de Niamey. Cette révolte est encore dans toutes les mémoires. Les populations nomades ont l'impression d'avoir été exclues des bénéfices de l'uranium. De fait, elles ne comptent que pour environ 12 % des employés, alors qu'elles sont majoritaires dans la région. « On sait conduire, pourtant les sociétés prennent des chauffeurs à Niamey ou à Zinder », déplorent des hommes rencontrés à une fête de naissance. « Quand l'uranium allait bien, on ne disait rien, se rappelle Issouf Maha, mais quand ça a mal tourné, les gens ont regardé et ont vu que l'argent partait ailleurs. »

Une lecture seulement ethnique et sociale du malaise actuel serait toutefois réductrice. Des questions de santé publique liées à la radioactivité se posent aussi. Trois points sont particulièrement préoccupants. D'abord, les ferrailles sorties de l'usine, recyclées en ville : elles pourraient être porteuses de particules radioactives. Autre problème : les poussières des « verses » (terrils de minerais radioactifs peu

concentrés), dispersées par le vent. Troisième point : la nappe phréatique, qui ne cesse de s'appauvrir, pourrait être contaminée par des infiltrations.

Pour ce qui est des ferrailles, Ibrahim Courmo, directeur des exploitations de la Somaïr, explique qu'une « procédure de contrôle de la radioactivité de ce qui sort [de l'usine] a été mise en place à partir de 1999 ». « Avant, poursuit-il, il est bien possible que des choses soient sorties malgré les contrôles. »

A propos des poussières, Sylvain Bernhard, du laboratoire Algade, qui contrôle la radioprotection des sites (et filiale d'Areva jusqu'en 2001), indique qu'« il y a toujours eu la volonté d'un même niveau d'exigence ici qu'en France ». Les normes internationales imposent une exposition de 1 milliSievert (mSv) par an en moyenne pour la population. « On arrive à 0,3-0,4 mSv par an », explique M. Bernhard. Pour le personnel, l'objectif - tenu - d'Areva est d'exposer les travailleurs à moins de 18 mSv par an (la norme est de 50 mSv). Enfin, en ce qui concerne l'eau, Algade assure qu'elle se situe bien en dessous des normes. Bruno Chareyron, de la Criirad, note cependant que « si la norme est respectée pour plusieurs critères, elle est dépassée pour l'un d'entre eux ».

Mais le problème le plus préoccupant concerne sans doute le passé : la Somaïr et la Cominak ont-elles toujours été aussi rigoureuses qu'elles assurent l'être aujourd'hui ? Témoignage d'Alfa Soumaïla, chef du service sécurité de la Somaïr : « Dans les années 1970, c'était la loi de la jungle, les résultats étaient très mauvais. » La situation a commencé à s'améliorer à partir d'une loi nigérienne de 1979, puis « une deuxième amélioration s'est produite pendant les années 1990 », et enfin après 1999 et un « système de management environnemental ».

Pendant au moins une quinzaine d'années, la protection des travailleurs fut donc assez laxiste. Les ouvriers étaient mal avertis de la radioactivité. « Quand je suis arrivé, on ne nous a pas fait de formation à la radioactivité », se souvient Moulaye Alkassoum (Somaïr). Les méthodes de mesure étaient sommaires : la dosimétrie ne se faisait au début que sur le rayonnement gamma, pas sur les poussières ni sur le radon. Les films n'avaient un seuil de détection qu'à 30 microSievert, contre 0,01 aujourd'hui. « Au début, on ne changeait pas de vêtements, et on n'avait ni masques ni gants, se souvient Almoustapha Alhacen, le fondateur de l'association Aghir In'Man. Ils n'ont mis des vestiaires qu'en 1986. »

Pendant longtemps, la dosimétrie n'était pas individuelle - une mesure sur chaque travailleur -, mais par équipe. Il a fallu attendre 1996 pour que chaque secteur dispose d'un responsable de sécurité. Le rabattage des poussières ambiantes par aspersion d'eau est pratiqué au concassage - un des postes les plus exposés - depuis 1998 seulement. Dans l'usine, jusqu'à il y a trois ans, le changement des filtres à manche n'était pas fréquent. Il a fallu attendre 1999 pour que le poste d'enfûtage de la poudre d'uranium soit ventilé et confiné.

Dans ces conditions, l'inquiétude est grande parmi les anciens travailleurs. Ainsi, Ahmed Taharo, un ex-boutefeu de 54 ans, est persuadé que ses douleurs à la vessie sont dues à l'uranium. « Je connais trois personnes qui sont mortes après avoir quitté la société, de la maladie des radiations », explique-t-il. Gjikio Zaki, 61 ans, qui travaillait au service des expatriés, souffre pour sa part d'hypertension et d'une hémiplegie. « Tous ceux qui ont travaillé à la Somaïr sont malades », dit-il. Même des expatriés s'inquiètent. C'est le cas de Sabine Tesche, qui vit aujourd'hui dans le Var, et dont le père est mort à 59 ans en 2004 d'un cancer foudroyant. La famille a vécu à Akokan en 1981-1982. « On arrosait les jardins avec l'eau de la mine, on se baignait dans des bassins qu'elle remplissait », se rappelle Sabine Tesche.

Agahir In'Man commence à établir des listes d'agents morts après leur retraite. Une autre association, l'Organisation des incités au départ (OIDV), a entrepris une démarche similaire. « Voici une liste de dix-sept personnes qui sont mortes, et seulement parmi ceux venus du département de Maradi », indique Alka Amidou, de l'OIDV, en montrant le document en question.

La réponse aux angoisses actuelles est là, dans les informations relatives aux anciens travailleurs. « Beaucoup de ceux qui quittent l'entreprise tombent malades dans les trois ans », résume Almoustapha Alhacen. Ibrahim Courmo, directeur des exploitations de la Somaïr, réplique : « Il faut être factuel, on ne peut affirmer des choses sans être en mesure de les prouver. » « Je suis d'accord, admet M. Alhacen, je n'ai pas de chiffres pour prouver. Nous demandons qu'on laisse les gens qui ont la connaissance venir nous aider. » Une solution serait en effet d'autoriser une contre-expertise indépendante et de se donner les moyens de plonger dans le passé. L'enjeu n'est pas le nucléaire, mais la vérité due aux travailleurs.

Hervé Kempf